

Stop à la déferlante des champs solaires sur les terres agricoles ! Une hérésie énergétique, économique, sociale et environnementale qui appelle à un changement de méthode et de cap pour un choix raisonné des énergies renouvelables.

- **01/12/24** : **10 industriels et anciens ministres** demandent un arrêt des énergies renouvelables électriques intermittentes variables et non commandables (EnRvnc) ;
- **16/12/24** : **365 organisations nationales s'expriment** sur la Programmation pluriannuelle l'Énergie (PPE3) et 60% d'entre elles émettent une alerte sur les hypothèses de développement et notamment des EnRvnc ;
- **19/12/24** : **Le Conseil supérieur de l'Énergie émet un avis sévère** sur la méthode de la PPE3 en notant l'absence d'évaluation économique et technique, de scénarios contrastés et de prise en compte des dimensions territoriales et refuse d'examiner à ce stade le projet de décret du gouvernement ;
- **10/01/25** : **EDF note que le niveau de développement envisagé du solaire conduirait à déséquilibrer** le mix de production électrique français et l'adéquation offre/demande, et en réduisant les débouchés du parc nucléaire ;
- **13/01/25** : **80 sénateurs et députés précisent les raisons d'une pause qui s'impose** sur les EnRvnc ;

Une hérésie énergétique et économique :

- L'intermittence impose des modifications majeures du réseau de transport et de distribution (*200 Mds€ selon RTE*) ;
- Le coût complet des EnRvnc est 2 à 4 fois plus élevé que les solutions permanentes (Hydro, Nucléaire, Gaz) ce qui nuit à la compétitivité européenne, et constitue le facteur-clé du doublement du coût complet de l'électricité (raccordements, flexibilité, stabilité, ...) en France depuis 15 ans ;
- Les subventions massives accordées à ces énergies ont un impact très lourd sur les finances publiques françaises et européennes ; de plus la surcapacité d'EnRvnc installées en France et Europe déstabilise les réseaux électriques et les marchés énergétiques.

Une hérésie sociale :

- Inquiétudes sanitaires avec des risques avérés sur la santé des hommes et des élevages à proximité ;
- Elles minent la confiance entre les habitants et les élus qui autorisent ces projets et créent des dissensions dans les conseils municipaux ;
- Inflation sur le coût des terres agricoles fragilisant la rentabilité des exploitations et le potentiel de transmission ;
- Une stigmatisation de l'agriculteur qui tire avantage au détriment de ses voisins et de tous les Français ;

Une hérésie environnementale :

- Une atteinte systématique au patrimoine culturel, historique, naturel, mémoriel et immatériel ;
- Consommation et importation de matières premières minérales/terres rares limitées sur terre ;
- Le renchérissement de l'électricité incite les particuliers et les entreprises à se tourner vers des énergie fossiles (fuel, gaz...) deux à trois fois moins chers par calorie fournie, tandis que l'absence de vent ou de soleil nécessite des investissements additionnels (centrales à gaz) pour répondre à la demande compromettant leur durabilité.

Changer de méthode et de cap

L'arrêt de ces énergies permettrait d'économiser plusieurs centaines de milliards d'Euros de dépenses publiques au cours des prochaines décennies. Plus fondamentalement, une évaluation préalable rigoureuse est une exigence démocratique avant un choix d'investissements publics car toutes les solutions énergétiques n'offrent pas la même utilité économique, sociale et environnementale et notamment le montant du bénéfice collectif par € public investi.

Le projet de 411ha de la Grappe du Tardenois (02130) porté par le promoteur danois European Energy illustre ce mépris flagrant pour les territoires, leurs élus et les citoyens. Ce projet privilégie des intérêts financiers individuels - ceux du promoteur et d'un agriculteur- au détriment de dizaines de milliers d'habitants dont le patrimoine est sacrifié et de façon générale des 68 millions de Français confrontés à une inflation continue du prix de l'électricité.

Depuis 20 ans, la pression exercée par les promoteurs éoliens et solaires s'apparente à une forme d'intimidation intellectuelle et de chantage financier, souvent encouragée par les gouvernements précédents. Nous appelons le gouvernement à revenir à une gestion réaliste, saine et transparente des choix et de dire enfin la vérité aux Français